

CHSCTMEN
Réunion en visioconférence
du 21 avril 2020
Déclaration liminaire FSU



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le CHSCTMEN est réuni pour la troisième fois depuis le début de la crise sanitaire.

Il s'agit d'aborder aujourd'hui les questions que posent un déconfinement progressif et la réouverture des écoles, des établissements et des services.

Pour la FSU, la question primordiale à poser n'est pas celle d'une date en particulier mais celle des conditions d'un retour, même progressif, des personnels et des élèves, qui garantisse le maximum de sécurité et d'hygiène. Et ceci afin de prévenir les risques d'exposition professionnelle et d'éviter que l'École soit le lieu de départ d'une seconde vague de contaminations. Ce préalable sanitaire n'est pas négociable.

Le ministre dans son intervention de ce matin fait comme si le CHSCTMEN n'existait pas, nous allons donc faire comme s'il n'avait rien dit. Ce qui correspond en outre à la priorité qui doit être donnée à la sécurité sanitaire dans le protocole national qui a été préalablement annoncé.

Dans le cadre d'un respect strict des préconisations sanitaires destinées à l'ensemble de la population, la FSU exige que les agent.es de la Fonction publique bénéficient de mesures barrières renforcées, notamment pour celles et ceux qui sont en contact avec du public. Des consignes impératives strictes doivent être élaborées au niveau national et déclinées dans les services en impliquant à tous les niveaux les instances consultatives et particulièrement les CHSCT.

Les mesures de protection en milieu professionnel, et encore plus pour des espaces accueillant un grand nombre de personnes doivent être pensées spécifiquement. Pour la FSU, l'élaboration du volet prévention des risques sanitaires du protocole ministériel doit être au cœur de ce CHSCT.

Nous débutons cette réunion sans aucun document préparatoire, alors que nous avons réclamé cette concertation depuis des semaines.

L'importance du travail à réaliser implique d'autres réunions du CHSCTMEN dans le prolongement immédiat de celle-ci avant toute communication envers les personnels et dans les médias.

Tests, masques, gants : à charge du ministère de s'appuyer sur l'expertise médicale pour faire la démonstration de ce qui est nécessaire et ce qui ne l'est pas, de prendre les bonnes décisions, en s'appuyant sur l'OMS, l'INSERM ou encore l'académie de médecine.

Il s'agit en premier lieu de prévoir, à partir de la date de déconfinement, le temps nécessaire à ce retour d'activité qui ne peut être considéré comme une simple rentrée.

Un temps pour les adultes, pour se retrouver,

- pour organiser l'accompagnement de celles et ceux qui en auront besoin,
- pour réfléchir en équipe aux besoins et moyens indispensables à ce déconfinement, aussi bien en termes d'équipements matériels et sanitaires, que de renfort en personnel,
- pour réorganiser les lieux avant l'arrivée des élèves.

Et puis prévoir le lien avec les familles afin d'expliquer comment le retour des élèves sera organisé. Toute latitude devra être donnée aux équipes. Pour la FSU, les moyens devront se traduire notamment par des personnels en plus et non des heures supplémentaires à tous les niveaux.

La FSU tient à rappeler les rôles de tous les personnels, notamment ceux des infirmier.es, des assistant.es sociales et des psychologues de l'EN, tout en précisant que ces personnels sont en nombre insuffisant.

Penser le retour des élèves, c'est réfléchir à chaque moment de la journée, à chaque lieu utilisé par tous. Comment réorganiser une école maternelle pour éviter les contacts ? de quoi a-t-on besoin pour marquer un sens de circulation par exemple ? mais également pour désinfecter des lieux ou objets partagés ? vu la configuration de l'école, la taille des classes, combien d'élèves peuvent s'y retrouver simultanément tout en respectant les gestes barrière ? est-ce réalisable ? comment organiser les déplacements dans un collège ou un lycée accueillant d'ordinaire un très grand nombre de personnes ?

Une liste de questions qui est loin d'être exhaustive.

Il faudra anticiper également le remplacement des personnels non disponibles ; trouver des solutions pour celles et ceux qui ne pourront reprendre en présentiel car vulnérables du fait de leur état de santé, car souffrant ou vivant avec une personne âgée ou touchée par une pathologie identifiée par le haut conseil en santé publique. Est-ce qu'à ce jour, le ministère est en mesure de connaître l'état exact des personnels qui seront disponibles le jour J ?

Il faudra également prévoir le protocole précis à mettre en place en cas de covid-19 : quelles consignes seront données aux personnels ? aux familles ? L'école sera-t-elle fermée ?

Les personnels sont anxieux et la perspective de la reprise est source de stress. Les annonces du président de la République sont difficiles à comprendre quand il s'agit de rouvrir écoles et établissements scolaires mais pas les cafés ni les restaurants.

Le ministère doit passer d'un discours sur la confiance à de véritables preuves de cette confiance et à une véritable reconnaissance de l'expertise des personnels.

Aussi bien pour déterminer si les conditions sont réunies pour accueillir les personnels et les élèves en toute sécurité mais également pour ce qui concerne l'activité qui se déroulera au cours de ces dernières semaines de l'année. Il n'est pas question de continuité pédagogique ni de rattraper le temps perdu. L'objectif est de reprendre contact avant la fin de l'année. Il sera toujours temps en septembre de faire le bilan du niveau des élèves et de se donner les moyens pour remédier aux difficultés que rencontreraient certains d'entre eux.

Pour la FSU, un cadre national fort est indispensable pour éviter les dérives locales ; il doit comprendre les consignes pour déterminer les conditions d'accueil, la nature des activités à mettre en place et l'organisation du travail : il ne sera plus possible d'envisager que les enseignant.es puissent faire classe la journée pour les élèves présents et ensuite travailler à distance avec les élèves qui seront restés chez eux.

Pour la FSU, la crise dans laquelle nous sommes plongés montre toute l'importance des instances qui traitent spécifiquement des questions de santé et sécurité au travail.

A ce titre, elle tient à souligner le rôle essentiel joué par l'Observatoire national de la Sécurité et de l'Accessibilité des établissements d'enseignement qui a encore récemment dévoilé les grandes insuffisances sanitaires des établissements scolaires. Or, le gouvernement a programmé sa disparition. La FSU renouvelle son opposition à cette décision dans un contexte qui montre toute l'importance de l'Observatoire pour l'analyse de la situation actuelle et encore plus pour les prochaines années.

La FSU tient enfin à souligner le rôle essentiel des CHSCT qui sont eux aussi plus que jamais à la fois indispensables et menacés. Cette instance a permis la diffusion d'une culture de la santé au travail qui doit être encore étendue et renforcée. Nous appelons à ce que le rôle des CHSCT soit renforcé et rappelons notre opposition à leur dilution dans une grande instance qui absorberait tous les champs de compétences, au risque de revenir à la marginalisation de la santé au travail que nous connaissions avant leur instauration dans la Fonction publique.